

LA SITUATION AU PROCHE-ORIENT APRÈS LA GUERRE DU LIBAN

JACQUES FATH *

Cher(e) s camarades,
Cet été fut donc celui d'une crise internationale majeure. Celle-ci n'intervient pas par hasard. Elle s'inscrit en effet dans le conflit du Proche-Orient et dans la configuration que celui-ci a prise dès la guerre de 1967.

C'est d'abord l'opération militaire israélienne d'envergure à Gaza. Les victimes, les ravages, alors, suscitent déjà nombre de protestations sur le plan international. C'est ensuite l'effarante agression contre le Liban. La sixième depuis 1968.

Cette crise est révélatrice des relations internationales actuelles. Elle montre les impasses terribles des politiques conduites jusqu'ici, et les évolutions d'un Proche-Orient où la violence permanente signale qu'il y a des limites au mépris du droit des peuples, et singulièrement des peuples palestinien et libanais. Cette tragédie est aussi, pour l'avenir, un solennel avertissement.

Avec deux attaques, une du Hamas puis une autre du Hezbollah, trois soldats israéliens ont été faits prisonniers. Nous avons demandé immédiatement leur libération ainsi que celle des ministres et parlementaires palestiniens arrêtés par l'armée israélienne. Les interventions militaires d'Israël engagées pour libérer ses soldats ont rapidement pris une forme et une dimension qui dépassaient cet engrenage et qui changeaient du tout au tout la nature même de la crise. Ceci accrédita l'idée qu'Israël avait planifié depuis longtemps une épreuve de force pour « nettoyer » le Sud-Liban du Hezbollah et pour imposer ou confirmer sa domination régionale.

L'administration américaine a soutenu totalement la guerre de Tel-Aviv. On pouvait penser qu'avec l'incapacité des États-Unis

* RESPONSABLE DES RELATIONS INTERNATIONALES DU PCF

à maîtriser la guerre civile en Irak et les attaques engendrées par l'occupation de ce pays, George Bush aurait pu tirer quelques leçons du chaos sanglant qu'il a contribué à faire naître. Notamment l'impossibilité de résoudre les problèmes par la guerre. Il n'en a rien été. Les dirigeants américains ont inscrit l'agression israélienne contre le Liban dans ce qu'ils nomment « la confrontation mondiale des forces de la liberté contre les forces de la terreur ». George Bush définit maintenant trois fronts dans la guerre mondiale contre le terrorisme : le Liban, l'Irak et l'Afghanistan. Il s'est « approprié » la guerre israélienne comme une page de sa propre bible politique : la stratégie dite du Grand Moyen-Orient. Celle-ci prétend étendre la démocratie et la « liberté économique » de la Mauritanie jusqu'à l'Afghanistan, y compris par la politique de force.

L'échec évident d'Israël ne fait ainsi qu'en rajouter aux difficultés des États-Unis et à l'absence de crédibilité politique du projet américain.

L'émotion et l'indignation suscitées par l'entreprise israélienne au Liban fut considérable. Même en Israël où le consensus autour de la politique du gouvernement d'union Kadima-travaillistes fut nettement plus large qu'à l'ordinaire, il y eut des voix courageuses pour dénoncer le refus de négocier et ce que Shlomo Ben Ami, ancien ministre des Affaires étrangères d'Ehud Barak, appela « les objectifs prétentieux de la guerre ».

Prétentieux, certes. Mais tragiques, surtout.

Le bilan est en effet catastrophique : 1200 tués au Liban, essentiellement des civils et un tiers d'enfants, 150 en Israël, plus de 250 en Palestine, des milliers de sans-abris, un million de réfugiés (soit un quart de la population libanaise). Les destructions furent énormes : trois aéroports et tous les ports endommagés ; 94 routes, 80 ponts, 1500 habitations détruites. Les réseaux d'électricité et des télécoms, des bâtiments commerciaux, des usines ont été écrasés sous les bombes. Et une marée noire comme la région n'en a jamais connu.

L'armée israélienne a provoqué en 34 jours plus de dégâts que 15 ans de guerre civile ajoutés aux conséquences de l'offensive israélienne de 1982. Selon le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), les pertes économiques globales s'évaluent à 15 milliards de dollars. Les efforts de reconstruction engagés après la guerre civile ont été anéantis.

Le Premier ministre libanais, en obtenant récemment plus d'un milliard de dollars d'une conférence des donateurs, a semble-t-il été partiellement entendu lorsqu'il a appelé la Communauté internationale à financer la reconstruction sous la forme de « parrainages de projets dans la transparence et sous la supervision

de l'État ». La reconstruction doit pouvoir commencer. Mais il faut exiger que les États-Unis et Israël fassent partie des plus importants bailleurs de fonds du fait de la responsabilité directe et accablante qu'ils doivent assumer dans cette consternante dévastation.

Le bilan, cependant, est aussi politique et même... éthique.

Les dirigeants israéliens doivent endosser les résultats de leur choix : leur entreprise militaire a coûté la vie à plus de 100 de leurs soldats pour échouer à en libérer 3 : ils doivent maintenant négocier. Et pour échouer aussi à en finir avec le Hezbollah. Tel-Aviv n'a atteint aucun de ses buts de guerre. La résistance militaire du Hezbollah à l'offensive israélienne n'a pas divisé le Liban mais au contraire obtenu l'assentiment unitaire de son peuple. C'est un échec sans précédent pour Israël, qui suscite de sérieuses tensions politiques internes. Et qui est vécu par beaucoup, dans les pays arabes, et au-delà, comme une revanche.

Le fait que ces tensions et les difficultés du gouvernement israélien pourraient d'abord profiter à des forces encore plus nationalistes voire à l'extrême droite confirme à quel point la politique de force, évidemment, ne résout rien et aggrave tout.

Ce sera pour notre parti une raison supplémentaire d'apporter un soutien actif à tous les refuzniks, tous les pacifistes et les progressistes israéliens qui mesurent l'inanité et le danger, pour la région et pour Israël même, d'une logique de guerre dangereuse et sans issue.

167

Nous devons aussi rappeler l'inaction choquante ou le silence trop souvent complice d'un certain nombre de puissances de ce qu'on appelle la Communauté internationale et surtout de l'Union européenne, qui constatent aujourd'hui ébahies les conséquences de leur lâcheté ou de leur alignement sur Washington.

La France a fait un autre choix. Elle a fait adopter la résolution 1701. Une résolution insuffisante sur bien des points, significative des rapports de force entre les membres permanents du Conseil de sécurité, mais une résolution qui, malgré ses fragilités, impose une cessation des hostilités. Il n'y avait rien de plus important que d'arrêter la guerre. Il faut maintenant que cet arrêt devienne définitif.

Le choix français découla notamment du caractère insoutenable de l'épreuve infligée au Liban, pays ami et d'importance décisive pour l'influence française au Proche-Orient. Mesurons aussi que les mobilisations solidaires et anti-guerre françaises – limitées au début, beaucoup plus fortes ensuite – ont réellement pesé.

Cette crise de l'été 2006, enfin, a révélé le degré de cynisme et d'inhumanité qui caractérise aujourd'hui les relations internationales.

Le Conseil des droits de l'homme de l'ONU a décidé l'établissement d'une Commission d'enquête sur « la prise pour cible et les meurtres systématiques de civils par Israël au Liban ». Le Secrétaire général adjoint de l'ONU pour les affaires humanitaires a dénoncé l'utilisation « immorale » par Israël de bombes à sous-munitions dans les trois derniers jours de la guerre. Il souligne qu'environ 100 000 munitions non explosées menacent ainsi durablement les populations civiles libanaises. Des ONG, comme Amnesty International, ont dénoncé les « crimes de guerre » israéliens au Liban.

Les tirs du Hezbollah contre les populations civiles du nord d'Israël ne peuvent pas non plus échapper à la condamnation. Des milliers d'Israéliens se sont réfugiés plus au sud pour pouvoir y échapper.

Notre position de principe, cependant, ne peut nous conduire à renvoyer dos à dos, à confondre les responsabilités et à sous-estimer la gravité et le nombre des exactions commises par l'armée israélienne en contradiction avec le droit international, avec la 4^e Convention de Genève sur la protection des populations civiles, avec la simple exigence du respect de la vie et de la dignité humaine. Je fais naturellement allusion au bombardement du poste de la FINUL – que l'ONU a estimé probablement volontaire – au massacre de Cana et à bien d'autres atrocités, jusqu'à ces bombardements sur une ambulance ou sur des files de véhicules de familles de réfugiés !

168

Tout ceci a justifié le rappel à l'ordre de Louise Arbour, Haut commissaire aux droits de l'homme de l'ONU, qui a souligné la responsabilité pénale de ceux qui ordonnent ou commettent des violations des droits humains. L'idée d'une comparution, envisagée officiellement par les autorités libanaises, des auteurs de ce type de violations devant la Cour pénale internationale fait d'ailleurs son chemin. Le succès obtenu par la pétition lancée par nos camarades Jean-Claude Lefort et Jean-Paul Boré en témoigne.

Tous ces faits sont à rapprocher des dérives en cours en Irak et en Afghanistan : bombardements indiscriminés sur des populations civiles, tortures sur ordre ou sous-traitées dans d'autres pays, exécutions sommaires, humiliations, justice d'exception et emprisonnements sans jugement, comme à Abou Ghraïb hier ou à Guantanamo... Aux États-Unis mêmes et dans bien d'autres pays les droits et libertés individuels subissent des reculs au nom d'une « exigence » sécuritaire qui met à mal les principes démocratiques.

Dans une logique de guerre qui se définit comme sans limite et qui s'appuie abusivement sur la lutte contre le terrorisme – présentée

par George Bush comme « la lutte idéologique décisive du XXI^e siècle » – la fin est censée justifier tous les moyens.

Ce ne sont pas seulement les institutions et les pratiques multilatérales, l'ONU, les acquis de sécurité collective du système international bâti à l'issue de la Seconde Guerre mondiale qui sont mis en cause, avec d'ailleurs des résistances. La vision politique israélienne qui, à l'exemple de la stratégie américaine, privilégie l'ultra-sécuritaire et l'exercice de la force participe d'un recul préoccupant du respect des valeurs humaines universelles et des principes contenus dans la Charte des Nations Unies, dans l'ensemble des Conventions et traités internationaux relatifs aux droits humains.

Il nous faut rappeler qu'il n'y a pas d'action politique légitime et porteuse d'efficacité durable sans références éthiques fondamentales. Cette exigence élémentaire doit être soulignée dans le contexte préoccupant d'un monde où la violence, le mépris, les inégalités, les injustices, pas seulement au Proche-Orient, sont une offense et une souffrance pour des centaines de millions d'êtres humains dont les droits essentiels sont quotidiennement bafoués.

La crise internationale qui vient de frapper si durement les peuples libanais et palestinien devrait conduire à une prise de conscience nouvelle des valeurs, des solidarités et des combats communs indispensables pour construire des relations internationales plus civilisées, un monde moins dangereux, plus humain.

De plus en plus de mobilisations anti-guerre progressistes et alter-mondialistes témoignent heureusement de la conscience collective montante que nous devons vivre ensemble dans un seul monde.

Cher(e) s camarades,

Le bilan dramatique de ce qui s'est produit cet été parle de lui-même, mais cela ne nous exonère pas d'une analyse des causes et des responsabilités.

Qu'est-ce qui fait problème au Proche-Orient, et pourquoi ?

Il est beaucoup question aujourd'hui d'une confrontation entre l'Occident et l'Islam.

Disons-le d'emblée, cette « explication » par le religieux est inacceptable. Le monde musulman dans ses richesses et ses réalités si diverses et souvent contradictoires n'a rien à voir avec les réductions et les caricatures qu'on en donne trop souvent. Le Hezbollah lui-même, force politique nationale libanaise à part entière, courant confessionnel chiite soutenu et armé par la Syrie

et par l'Iran, l'Iran des mollahs, son référent spirituel... témoigne de cette complexité.

Les problèmes sont multiples. Les situations de crises nationales, les rejets profonds des politiques américaine et israéliennes poussent au développement d'une grande diversité de forces politiques se situant en particulier dans la mouvance de l'islamisme politique. Leur radicalité, ou leur relative modération, leur rapport au religieux, au politique et à la violence se différencient en fonction des parcours historiques, des rapports des forces, des contextes régionaux et des conflits existants... L'islamisme politique aussi est une diversité.

La montée de l'islamisme politique a pris corps sur le cumul des humiliations subies, sur l'échec des nationalismes arabes d'hier, sur les défaites enregistrées face à Israël, en particulier à partir de 1967, sur la non-résolution de la question de Palestine, sur la profondeur de la crise économique et sociale, sur l'injustice, sur la corruption, sur le manque de démocratie... autant de facteurs – et j'en passe – qui ont miné dans la durée la crédibilité et la légitimité des pouvoirs en place dans le monde arabe. Et ce n'est pas la faiblesse affligeante de la réaction de ces derniers dans la crise de cet été qui pourra changer quelque chose.

170

Dans un contexte de globalisation capitaliste, d'inégalités croissantes, de logiques de force, ce qui fait problème, avec la faiblesse des courants progressistes, c'est la montée diversifiée d'affirmations identitaires et nationalistes, souvent conservatrices voire réactionnaires. Ces affirmations, elles passent notamment par le religieux, et souvent par des interprétations, des instrumentalisation plus ou moins monolithiques et fermées de celui-ci. On les rencontre notamment dans le monde arabe. On les constate aussi, par exemple, aux États-Unis dans l'influence des courants néo-conservateurs, dans le regain du religieux et de l'ordre moral.

Toute société a ses mythes fondateurs, ses croyances, ses religions... le problème n'est pas dans l'existence de celles-ci, qui méritent le respect. Il est dans l'instrumentalisation du religieux, dans les reculs ou les faiblesses de l'esprit critique et de la pensée rationnelle, dans le refus intégriste de libérer celle-ci des tutelles dogmatiques et théologiques, au bénéfice de ce qui est pour nous quelque chose d'essentiel : une pensée autonome pour l'analyse du réel et pour l'action politique. Il y a là, devant nous, et devant bien d'autres progressistes, un défi idéologique important.

C'est cette poussée d'affirmations identitaires et nationalistes qui accompagne les replis sur soi, les exclusions, mais aussi à représenter et construire l'autre comme une menace. Une menace existentielle ou civilisationnelle.

Dans notre univers occidental ces menaces sont utilisées pour accompagner des stratégies de domination et de guerre, habillées d'une prétention illégitime à l'universalité, voire à la supériorité. Le racisme n'est pas loin.

Voyons comment les dirigeants américains ou israéliens cherchent à justifier ces guerres dans un langage construit à partir des valeurs universelles. C'est le cynisme pour méthode permanente, la tragédie humaine pour résultat immédiat, la crise et le chaos pour conséquences durables. Avec au bout, une justification et un encouragement à ce que l'on appelle le « choc des civilisations ».

Ce qui pose problème, ce n'est pas seulement cette thèse néfaste de Samuel Huntington, c'est la façon – dans un monde d'inégalités accrues – dont elle commence à se concrétiser dangereusement aujourd'hui.

Tant que les logiques de guerre, les conceptions sécuritaires, les stratégies néo-impérialistes resteront les principales modalités des relations internationales, les tensions, les violences et le terrorisme subsisteront. Les nationalismes et les affirmations identitaires y trouveront en effet les justifications de leur action et les conditions idéologiques de leur développement.

Ce qui pose aussi problème c'est la nature de la politique des États-Unis, les intérêts stratégiques et pétroliers qu'ils défendent dans la région et les nouvelles méthodes qu'ils emploient pour le faire. C'est évidemment un élément décisif. Un fait nouveau doit ici être remarqué. Les dirigeants américains ont été partie prenante directe à la guerre. Ils n'ont pas cherché – comme cela a pu se faire avant George Bush junior – une issue diplomatique à la crise en préservant un certain équilibre entre leur alliance avec Israël et leurs relations avec les régimes arabes dits « modérés ». Ils ont au contraire bloqué toute issue, et systématiquement empêché toute condamnation d'Israël au Conseil de sécurité pour les crimes de guerre commis. Ils ont accéléré les livraisons d'armements sophistiqués à Israël. Il s'agissait d'infliger à travers le Hezbollah une défaite aux deux parrains de celui-ci : l'Iran et la Syrie. Deux pays – peu démocratiques par ailleurs – alliés dans l'opposition au consensus pro-américain des régimes arabes. Sans aucun doute, la confrontation entre Washington et Téhéran sur le nucléaire iranien s'exprime dans la confrontation entre Israël et le Hezbollah.

On observe ainsi que les tensions et les conflits de la région se cumulent les uns sur les autres en alimentant une escalade régionale et en ouvrant à une situation inquiétante pour l'avenir dans la zone de la planète la plus riche en hydrocarbures.

Ce qui pose problème, enfin, c'est l'incapacité des Européens divisés à définir une position ou une politique européenne commune

conforme aux valeurs dont ils se réclament et à leur ambition déclarée d'un rôle politique dans le monde. Malgré les initiatives de la France et l'engagement de l'Italie et de l'Espagne pour un cessez-le-feu. Pour certains, c'est le NON au Traité constitutionnel européen qui est à l'origine du blocage. C'est l'inverse qui est vrai. Si le projet de Traité avait été adopté nul ne doute que les partisans d'une Union européenne atlantiste et pro-américaine auraient eu plus de moyens qu'aujourd'hui pour imposer aux « Vingt-cinq » un alignement sur la stratégie américaine.

La crise de la construction européenne ressurgit ici brutalement comme une crise de crédibilité internationale. Une crise qui frappe en particulier l'ambition de l'Union européenne d'un partenariat euro-méditerranéen. Celui-ci aurait dû signifier des initiatives concrètes et déterminées pour contribuer à un règlement politique du conflit au Proche-Orient et à une baisse des tensions. Le fiasco européen en la matière est manifeste. Ce qui rend plus nécessaire encore une refondation progressiste de la construction européenne et de larges convergences progressistes en Europe pour y contribuer.

172

Enfin, il est essentiel de tirer les enseignements politiques de la crise majeure de cet été 2006 et en particulier de mesurer quelles réponses elle implique et à quel haut niveau d'ambition et de propositions nous situons les issues nécessaires.

Cette crise montre avec évidence les limites et les dangers des politiques de force.

Après 2 mois d'agression et de bombardements à Gaza et au Liban, les tensions restent très fortes et les risques d'une confrontation régionale d'autant plus présentes que les dirigeants israéliens ont explicitement menacé d'un « 2^e round »... L'exigence première est donc de tout faire pour empêcher cette éventualité et briser durablement l'escalade de la guerre. L'installation de la FINUL renforcée peut y contribuer à condition qu'elle contribue à la souveraineté libanaise et à la sécurité et qu'elle s'accompagne d'un effort déterminé pour un règlement politique durable des problèmes posés. Les solutions ne sont, en effet, pas seulement immédiates. C'est aux enjeux de fond qu'il faut s'attaquer.

Premièrement, après tant d'épreuves, tant d'ingérences et de lourdes incertitudes sur l'avenir, le Liban doit enfin pouvoir accéder à la stabilité, à une pleine souveraineté et à un État de droit démocratique et non confessionnel dans lequel les pouvoirs publics soient les seuls à disposer de la force armée. Seul un consensus politique inter-libanais peut garantir une telle perspective. On sait que toute politique qui viserait à imposer le

désarmement du Hezbollah par la force ne pourrait que conduire à des tensions et des affrontements armés.

C'est une réalité dont la France doit évidemment tenir compte. La visite de Marie-George Buffet à Beyrouth les 21 et 22 juin dernier, la rencontre avec Fouad Siniora, Premier ministre, et le Parti communiste libanais ont permis d'ailleurs de mesurer l'attente d'un rôle positif de la France et l'attachement très fort des Libanais à leur indépendance.

La fin de l'occupation par Israël de la zone des Fermes de Chebaa et la résolution des problèmes frontaliers devra contribuer à la souveraineté du Liban dans le respect de son intégrité territoriale.

Deuxièmement, il est tout à fait crucial qu'un nouveau processus de règlement politique du conflit israélo-palestinien puisse être relancé au plus tôt. Comme dit Jimmy Carter : « le conflit qui fait rage s'inscrit hélas dans le cycle inexorable de la violence engendrée par l'absence inouïe de véritable effort de paix pendant six ans » (*Le Monde*, 03.08.06).

Une des causes principales des lourdes tensions, des violences qui marquent en permanence le Proche-Orient c'est cette injustice, cette blessure profonde subie par le peuple palestinien, et source de profonds ressentiments et de confrontations quasiment ininterrompues depuis des dizaines d'années. Et c'est l'échec, aujourd'hui consommé, du processus de paix engagé à Madrid puis à Oslo au début des années 1990... Quant aux tentatives unilatérales de Sharon et Olmer pour annexer - en guise de « règlement » - les grands blocs de colonies de Cisjordanie, elles sont pour l'instant stoppées du fait de la crise politique interne. Mais le gouvernement Olmer vient d'annoncer la construction de 690 nouveaux logements dans les colonies...

Les dirigeants israéliens n'ont respecté aucune des résolutions de l'ONU sur la Palestine, aucun des engagements pris tout en continuant la colonisation, l'occupation, la construction du mur... Leur politique a nourri les haines. Le terrorisme a poussé l'escalade. Il faut sortir de l'impasse.

Les accords antérieurement signés restent. Mais il faut maintenant, évidemment, un nouveau départ, une nouvelle dynamique. La gravité et la signification de la crise de cet été y oblige. La convocation d'une Conférence internationale sous l'égide de l'ONU est actuellement en discussion avec la Ligue arabe, avec Mahmoud Abbas, président de l'Autorité palestinienne. La France et ses partenaires européens doivent prendre des initiatives pour soutenir ce projet et pour que soient rappelées les conditions d'un règlement politique juste qui passe par l'application des résolutions

des Nations Unies. Cela signifie la création, à côté de l'État d'Israël, d'un État palestinien dans les frontières de 1967, avec Jérusalem-Est pour capitale, avec aussi la reconnaissance du droit au retour pour les réfugiés (un droit dont l'application concrète fera l'objet d'une négociation). Cela signifie aussi le démantèlement du mur, l'échange des prisonniers... Une solution d'ensemble devient incontournable.

En approuvant la résolution 1701, Israël accepte officiellement que la « ligne bleue » soit sa frontière internationalement reconnue avec le Liban. Il est temps que les autorités israéliennes acceptent que la « ligne verte » de 1967 devienne leur frontière internationalement reconnue avec la Palestine. Il est temps qu'Israël définisse ses frontières dans le respect du droit international et des droits nationaux du peuple palestinien.

A défaut d'avancées dans cette voie les Européens devraient appliquer la résolution adoptée par le Parlement européen en avril 2002 demandant la suspension de l'accord Union européenne/Israël et l'arrêt des ventes d'armes. Dans l'immédiat, ils doivent agir pour le rétablissement de tous les financements internationaux de l'Autorité palestinienne et ouvrir avec détermination une vraie perspective. Il faut redonner de l'espoir à celui qui en a tant perdu : le peuple palestinien. Et recréer de la confiance mutuelle. Il est nécessaire, pour cela, d'offrir, ou d'imposer, le cadre international légitime indispensable au dialogue et aux négociations qui doivent s'ouvrir. Et qui *peuvent* s'ouvrir puisque l'ensemble des organisations palestiniennes, y compris le Fatah et le Hamas, ont conclu un accord à partir du document dit des prisonniers qui offre une base politique nouvelle pour la négociation.

Troisièmement, la confrontation internationale sur le nucléaire iranien doit faire l'objet d'un véritable mode de règlement s'inscrivant dans la durée. Washington prétend empêcher l'Iran d'accéder à la maîtrise du nucléaire militaire au nom du respect du Traité de non-prolifération. Quelles que soient les visées et la nature des ambitions de puissance régionale de l'Iran, on ne peut accepter la pratique américaine du « deux poids deux mesures » consistant, sur cette question de la maîtrise du nucléaire militaire, à menacer l'Iran, à encourager l'Inde, laisser faire le Pakistan, temporiser sur la Corée du Nord... et soutenir Israël, pays le plus nucléarisé du Moyen-Orient. C'est cette politique-là qui risque d'aboutir à l'effondrement du régime de non-prolifération dans une nouvelle course aux armes de destruction massive, alors que les dépenses militaires recommencent à augmenter dans le monde depuis plusieurs années.

La sécurité ne se divise pas. L'ensemble du Moyen-Orient et du monde a besoin d'un processus de désarmement – notamment

nucléaire – multilatéral et contrôlé. Un tel processus est une responsabilité collective. Tous les pays, quels que soient leur statut, leur puissance, doivent y contribuer et en particulier les pays membres permanents du Conseil de sécurité. Dans cet esprit, l'exigence de sécurité par le désarmement et la démilitarisation doit revenir au premier rang des préoccupations de l'ensemble des communistes et des progressistes en France, en Europe et au-delà.

Cher(e) s camarades,

La période estivale et la complexité des enjeux offraient évidemment un contexte peu ordinaire à l'action pour l'expression de la solidarité et pour l'arrêt de la guerre. Malgré cela, ce qui s'est exprimé dans notre pays a réellement compté.

L'émotion et l'indignation furent particulièrement fortes. Plusieurs manifestations réussies ont rassemblé des milliers de personnes. Le 12 août c'est dans plus soixante villes françaises que des mobilisations ont été organisées, traduisant des sentiments de révolte, l'exigence d'un cessez-le-feu et d'une solution politique.

Notre parti, très présent, y compris au sein de plusieurs délégations européennes et internationales de solidarité au Liban, fut à l'initiative. Il contribua activement aux actions unitaires du « Collectif national pour une paix juste entre Palestiniens et Israéliens ». Les élus, les collectivités territoriales se sont engagés dans l'action. L'Appel de Francis Wurtz, « Ce que nous attendons de l'Europe », a obtenu des signatures par centaines d'Europe et du monde, notamment de personnalités qui font « autorité ». Une campagne exceptionnelle pour le parrainage de la ville de Cana a été engagée par les élus communistes et républicains. Et la mobilisation continue. Il y aura une journée nationale de manifestation le 23 septembre décidée par le Collectif national unitaire, dans le cadre de la semaine d'action du Forum social européen contre la guerre.

En dehors des énergies militantes et des forces politiques et sociales ayant contribué activement aux mobilisations, la réaction des autres forces politiques françaises a été faible, négative et en décalage permanent avec les réalités et probablement avec une bonne partie de l'opinion publique, notamment à gauche. Ce fut, au mieux, et le plus souvent, notamment à la direction du Parti socialiste et dans les médias, la critique de la « disproportion » de la réaction ou de la « surréaction » israélienne et le refus, en conséquence, de prendre en considération la signification réelle de la guerre.

Ce fut aussi une volonté manifeste de ne pas « faire de vagues ». L'UMP – comme son site en témoigne – ne publie que deux

faibles déclarations en deux mois. L'UDF est plus prolixe mais plus agressive. Rudy Salles, député et dirigeant du parti de François Bayrou, prend fait et cause pour Israël et parle de « légitime défense ». Il ne fut pas le seul à s'exprimer comme George Bush et Condoleeza Rice et à n'avancer pour tout argument, en cautionnant la tragédie en cours, qu'Israël a « le droit de se défendre ».

Mais la palme du cynisme revient à Nicolas Sarkozy. « Il n'y a pas de politique étrangère sans morale », dit-il récemment dans *Le Figaro*. Mais sur France 2, le 15 août, il n'a pas un mot sur la destruction du Liban après plus d'un mois de bombardements et de souffrances pour tout un peuple. On connaît la raison de cette attitude choquante : le 19 juillet, en effet, il rencontre, à Paris, M. Zeev Boïm, ministre israélien de l'Intégration. Celui-ci raconte à la presse son échange avec le ministre de l'Intérieur français. Il le remercie pour son soutien à Israël. Il lui transmet les félicitations d'Ehud Olmer... Et Nicolas Sarkozy lui demande alors : « de combien de temps l'État d'Israël a-t-il besoin pour terminer le travail ? ». Curieuse morale, n'est-ce pas, celle qui autorise à écraser un peuple et un pays sous les bombes !

176

L'indignation est naturelle. Nous attendons bien autre chose de la France. Surtout dans la situation telle qu'elle apparaît maintenant.

Le Liban est dévasté. Son peuple sort meurtri d'une guerre injustifiable et illégitime. En Israël on fait les comptes d'une entreprise guerrière ayant tourné à la défaite politique sans apporter la sécurité. Le peuple palestinien subit des sanctions qui l'étranglent. Gaza reste sous le feu d'une brutale répression. Les infrastructures et l'Autorité palestinienne sont profondément atteintes et dangereusement fragilisées. La colonisation continue. L'Irak ne sort pas du chaos et de la guerre... Aucune des grandes questions qui touchent à la vie, à l'avenir et aux droits des peuples du Proche-Orient ne s'est rapprochée d'une solution.

Un tel paysage de désastre après la bataille devrait susciter un grand sursaut de responsabilité collective internationale, pour qu'enfin l'idée qu'on doit et qu'on peut dégager une vraie perspective de paix et en sortir par le haut puisse s'imposer.

C'est le sens et la portée tragique même de la crise que nous venons de vivre qui donnent du poids à cette exigence. Le besoin d'une paix dans la justice, le droit et la sécurité pour tous apparaît plus que jamais comme un impératif majeur et un thème de rassemblement et de convergences politique très large pour la gauche et pour l'ensemble des forces qui agissent pour la paix et la justice. Nous devons dire, ensemble, que chaque force politique, chaque gouvernement sera comptable devant l'opinion de ce qu'il

fait, ou ne fait pas, pour répondre à cet impératif. Il faut que les leçons d'une telle tragédie soient tirées pour l'avenir. Pour qu'effectivement, il y ait une morale en politique étrangère.

